

À l'intérieur

La diversification
de l'enseignement
postsecondaire

Pages 4-5

Être jeune en
Amérique latine

Pages 6-7

L'apprentissage
informel

Page 8

Favoriser
l'employabilité
des jeunes

Pages 10-11

Le « printemps
arabe » :
une révolution de
la jeunesse

Page 12

L'usage des TIC à
la maison

Page 16

Publications de
l'IIEP

page 20

Répondre aux attentes de la jeunesse



Le rôle de l'éducation
et de la formation pour
l'insertion économique
et sociale des jeunes

Claudia Jacinto ▲ IIEP
cjacinto@redetis.iipe-ides.org.ar

Cette *Lettre d'information* paraît à la fin de « l'année internationale de la jeunesse » (août 2010 – août 2011), proclamée par les Nations Unies qui appelaient ainsi à intégrer la problématique des jeunes dans les agendas du développement.

Prendre en compte les jeunes et les défis qu'ils rencontrent est capital. Les 15-24 ans représentent environ 18% de la population

mondiale, soit près de 1,2 milliard de personnes. Et 87 % d'entre eux vivaient dans des pays en développement en 2009, confrontés à des situations difficiles, faute de pouvoir accéder pleinement aux ressources, aux soins de santé, à l'éducation, à la formation, à l'emploi et aux débouchés économiques.

La crise économique a aggravé les difficultés rencontrées par les jeunes demandeurs d'emploi.

Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux de chômage des jeunes est passé de 11,9 % en 2007 à 13 % en 2009. Travail intermittent, horaires irréguliers, emplois informels, précaires, mal rémunérés et une protection sociale limitée sont le lot de la majorité d'entre eux.

Des inégalités persistantes et généralisées

Les difficultés de l'insertion économique et sociale des jeunes naissent souvent des inégalités entre les sexes, entre les catégories sociales et entre les ethnies. De nombreux groupes n'ont pas un accès équitable à l'éducation et à l'emploi. Les filles en particulier sont trop souvent laissées pour compte. Parmi les jeunes qui ne sont ni scolarisés ni employés, nombreuses sont les filles issues de régions pauvres et rurales, ayant des responsabilités familiales.

Même si l'expansion de l'enseignement secondaire a été importante au cours des dernières années, les défis demeurent : des millions d'élèves quittent l'école sans avoir terminé leur cycle de 12 ans, et l'expansion ne signifie pas forcément égalité d'accès et qualité.

L'expérience de nombreux pays d'Amérique latine a montré comment la croissance économique peut fléchir quand trop peu de jeunes issus de milieux pauvres ou des zones rurales réussissent à terminer leurs études secondaires et à obtenir des emplois décents. Ces populations ont besoin d'offres de la « deuxième chance », y compris d'une éducation complémentaire – ou postscolaire – pour lesquelles le secteur privé pourrait jouer un rôle de premier plan.

De multiples institutions, prestataires et programmes ont fait leur apparition au niveau postsecondaire pour répondre à une demande croissante en proposant des formations alternatives fondées sur le développement des compétences.



© UN Photo/Mark Garten

Éducation et développement des capacités

Les secteurs les plus productifs sont de plus en plus réservés aux plus qualifiés. Les rangs des chômeurs ou des individus exclus de l'emploi formel sont essentiellement composés de personnes non qualifiées, jeunes et moins jeunes.

En effet, les connaissances et les compétences acquises à l'école sont tout aussi importantes que le nombre d'années passées dans les établissements ou les diplômes obtenus. Trop de jeunes aujourd'hui, quittent l'école sans les compétences et les connaissances nécessaires pour intégrer le marché du travail. En 2011, le Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) a révélé que les étudiants des pays en développement se situaient loin derrière leurs camarades des pays de l'OCDE. En particulier, ils n'ont souvent pas les compétences clés transférables nécessaires pour obtenir un emploi correct ou participer activement à la société civile.

Et le problème ne concerne pas seulement l'enseignement secondaire. Comme l'a montré une étude de l'UNESCO, réalisée en Asie en 2009, si les diplômés de l'université avaient généralement le sentiment que leur instruction et les compétences acquises étaient adaptées, les employeurs, eux,

regrettaient le manque de compétences des nouveaux diplômés, concernant notamment les qualités humaines et relationnelles indispensables au travail, ainsi que leurs attentes irréalistes.

L'expansion des TIC constitue une problématique éducative intéressante. Le programme « Un portable par enfant » est une initiative de la plus grande importance dans de nombreux pays en développement. Toutefois, si ce projet est tout à fait louable dans sa volonté de garantir l'équité et l'insertion, il a été démontré que le fait d'avoir un ordinateur à la maison n'a pas d'impact positif avéré sur les résultats scolaires. Toute la difficulté pour les écoles et les parents consiste donc à intégrer son utilisation dans une stratégie d'apprentissage mettant un accent particulier sur les réseaux sociaux.

Comme les manifestations de masse pour la démocratie dans les pays arabes nous l'ont rappelé, les jeunes sont souvent eux-mêmes porteurs de nouvelles solutions. Au moment où les systèmes éducatifs cherchent à s'adapter à ces nouveaux défis – pour la pertinence, les compétences professionnelles, pour surmonter les inégalités en matière d'accès et de qualité, et pour l'intégration des TIC – nous devons nous assurer que les jeunes ont leur mot à dire dans la transformation de l'éducation, partout dans le monde. ■

Khalil Mahshi

Directeur de l'IIPE

k.mahshi@iiep.unesco.org

Répondre aux attentes de la jeunesse	1
Éditorial : Planifier l'éducation pour un meilleur engagement de la jeunesse	3
La diversification de l'enseignement postsecondaire	4
Compétences professionnelles dans l'enseignement secondaire général	5
Être jeune en Amérique latine	6
Dangereux ou en danger ?	7
L'apprentissage informel	8
Afrique du Sud : des talents gâchés	9
Favoriser l'employabilité des jeunes	10
L'exemple de la Malaisie	11
Le « printemps arabe » : une révolution de la jeunesse	12
L'autonomisation du monde arabe	14
L'avenir de nos enfants passe par les TIC	15
L'usage des TIC à la maison	16
L'IIPE aide la République du Sud Soudan à se construire un avenir	17
Programme 'Éthique et corruption dans l'éducation' : initiatives en cours	17
Voyage d'étude du PFA en République de Corée	18
Programme d'activités	19
Publications de l'IIPE	20



Imprimé sur papier recyclé

La *Lettre d'information* de l'IIPE est publiée trois fois par an en anglais, en espagnol et en français, et deux fois par an en russe.

Les articles peuvent être reproduits sans autorisation préalable, à condition que la source soit citée.

Les appellations employées dans ce document n'impliquent aucune prise de position de la part de l'UNESCO ou de l'IIPE quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

Toute correspondance doit être adressée au :

Rédacteur en chef

Institut international de planification

de l'éducation (IIPE-UNESCO)

7-9 rue Eugène Delacroix,

75116 Paris, France

Tél : +33.1.45.03.77.00 Fax : +33.1.40.72.83.66

newsletter@iiep.unesco.org

www.iiep.unesco.org



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Institut international de
planification de l'éducation

Planifier l'éducation pour un meilleur engagement de la jeunesse

Le 18 décembre 2009, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la résolution (A/RES/64/134) proclamant l'année commençant le 12 août 2010, Année internationale de la jeunesse : dialogue et compréhension mutuelle. De fait, les événements majeurs qui ont eu lieu ces 9 derniers mois ont fait de 2010/2011 l'année de la jeunesse.

D'abord, le « Printemps arabe » s'est déclenché en Tunisie, en décembre 2010, pour s'étendre rapidement à l'Égypte en janvier 2011, puis à d'autres pays, peu de temps après. Ces événements, en particulier en Libye, en Syrie et au Yémen font encore les gros titres de la presse.

Ensuite, en juillet, le massacre tragique sur l'île d'Utøya (Norvège), a plongé le monde dans la consternation. Toujours sous le choc de cet acte odieux, nous sommes solidaires de la Norvège dans le deuil de ses victimes. Plus récemment, de violentes émeutes ont éclaté au Royaume-Uni, engendrant destruction et pillage et réveillant des tensions raciales.

Que ce soit comme leaders, victimes ou comme instigateurs, les jeunes ont été au centre de tous ces événements !

La jeunesse arabe s'est soulevée contre la pauvreté, les inégalités, la marginalisation, et pour la liberté, les droits de l'Homme, bref pour se construire un avenir.

Les jeunes activistes tués à Utøya avaient adopté la tolérance multiculturelle et s'opposaient au racisme. Lors de leur conférence sur l'île, ils avaient manifesté leur inquiétude concernant les problèmes environnementaux et s'étaient exprimés sur la responsabilité des pays riches comme la Norvège d'apporter de l'aide aux pays pauvres.

De nombreux émeutiers à Londres et ailleurs au Royaume-Uni étaient de jeunes Anglais sans emploi et sans illusions, complètement à la dérive dans une économie stagnante.

Les soulèvements en Tunisie et en Égypte nous ont poussés à consacrer cette *Lettre d'information* à la jeunesse et à la manière dont l'enseignement doit les préparer à s'engager dans une vie active et sociale bien remplie.

Les événements tragiques à Utøya ont renforcé la nécessité de consacrer plus de ressources, à partir de 2012, à la jeunesse dans nos travaux de recherche, de formation, de conseil en politique et d'assistance technique.

Les émeutes anglaises ont prouvé que nos travaux sur la réduction de la pauvreté et les inégalités ne doivent pas se confiner aux pays en développement. En tant qu'institut international, l'IIPE doit aussi s'assurer de sa pertinence auprès des pays développés.

La relation entre éducation, employabilité et marché du travail est un thème récurrent à l'IIPE, depuis toujours. Les contributions des collègues de l'Institut à cette *Lettre d'information* ne donnent qu'un aperçu des projets de recherche en cours, notamment ceux en relation avec l'éducation secondaire et postsecondaire. Nous consultons actuellement nos partenaires afin de définir de nouveaux thèmes de recherche sur l'engagement de la jeunesse et comment mieux le traduire dans la planification de l'éducation.

Nous aimerions dédier cette *Lettre d'information* à la mémoire des victimes d'Utøya et aux idéaux qui étaient les leurs. ■



La diversification de l'enseignement postsecondaire

L'offre non universitaire se développe pour répondre aux besoins des marchés

N.V. Varghese ▲ IPE
nv.varghese@iiep.unesco.org

La vulgarisation des connaissances peut emprunter deux voies : celle de la réflexion (pour les connaissances théoriques) ou celle de l'action (pour les connaissances pratiques). Les universités jouent un rôle important dans la production de connaissances théoriques. Cependant, leur orientation extrêmement rigide et trop académique, qui ne se préoccupe guère de préparer les étudiants à la vie professionnelle ou de les doter de compétences spécifiques, leur vaut souvent des critiques.

Les économies modernes reposent sur les marchés, préférant la voie de « l'action » à celle de la « réflexion ». Ce souci de l'action implique la production de diplômés qui seront autant d'intrants dans le processus de production. Les compétences acquises dans l'enseignement postsecondaire (EPS) sont censées répondre aux attentes du marché.

C'est pourquoi le système mondial d'enseignement supérieur doit réviser l'ensemble de ses programmes d'études pour intégrer les nouvelles demandes du marché. Une interaction entre les établissements d'enseignement supérieur et le marché du travail doit être à la base de cette refonte.

Diversification des établissements et des méthodes

Les marchés du travail ont toujours réclamé des diplômés du supérieur immédiatement opérationnels – un « produit fini » que les universités ont rarement pu fournir. La recherche de solutions alternatives a conduit à une prolifération d'établissements, de prestataires et de programmes d'études. Le secteur « non universitaire » fait désormais concurrence à une structure autrefois unitaire (les universités). Les méthodes aussi ont évolué : l'enseignement et l'apprentissage à distance font désormais partie intégrante de l'enseignement supérieur. Le système britannique de l'Open University ou l'université Anadolu en Turquie sont deux exemples d'universités « ouvertes » à grande échelle (dispensant uniquement un enseignement à distance).

Diversification des « propriétaires » et des « clients »

Traditionnellement réservé au secteur public, l'EPS connaît depuis peu une privatisation accrue des établissements et l'émergence d'acteurs privés. Cette privatisation consiste essentiellement à récupérer les coûts de tous les services fournis. Les établissements d'enseignement supérieur privés prennent diverses formes et permettent surtout de contrôler l'offre : ils peuvent être élitistes, semi-élitistes ou non élitistes, confessionnels ou culturels, à but lucratif ou non lucratif, etc. Les universités privées se développent plus vite que les établissements publics, ne cessant d'augmenter leurs taux d'inscription. En termes de clientèle, les établissements d'enseignement supérieur attirent plus d'élèves issus des classes moyennes que de l'élite. De plus en plus, le public des universités est constitué d'adultes ou d'étudiants à temps partiel. L'arrivée d'étudiants

étrangers est aussi symptomatique d'une autre évolution de la population étudiante. Mais la grande révolution tient à la suprématie numérique des femmes qui sont désormais plus nombreuses à fréquenter les universités que les hommes, surtout dans les pays développés.

Cette tendance peut s'expliquer par une orientation vers les stages de formation professionnelle ou par une flexibilité visant à promouvoir des modèles plus souples et plus de diversité dans les matières enseignées au sein des établissements. La démocratisation est un autre argument en faveur de la diversification. L'EPS n'est plus perçu comme une prérogative des élites, mais plutôt comme un droit. Avec l'arrivée d'étudiants issus de milieux socio-économiques différents, les établissements supérieurs ne peuvent plus préserver leur nature élitiste ni celle de leurs programmes.

La diversification fait progresser l'EPS. Les secteurs non universitaire et privé jouent un rôle déterminant dans ce processus, qui est très souvent tributaire de ressources non étatiques. ■

Le niveau des cours d'EPS

L'enseignement postsecondaire comprend deux branches distinctes : l'enseignement supérieur (ou tertiaire) et l'enseignement non supérieur. Le premier renvoie à tous les programmes proposés à partir du niveau 5 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE). Le second correspond à tous les programmes proposés au niveau 4 de la CITE. La plupart des établissements offrent des formations inférieures au niveau tertiaire. Ainsi, presque 90 % des établissements de formation postobligatoire au Royaume-Uni proposent des cours postsecondaires non supérieurs. L'Associate's degree au Cambodge, le Jun-gakushi au Japon, les diplômes non académiques délivrés dans des pays comme l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Égypte, la Fédération de Russie, le Ghana, le Nigeria ou la Papouasie-Nouvelle-Guinée relèvent tous de l'EPS non supérieur. Pour autant, la plupart des établissements d'EPS proposent des cours de niveau supérieur, même ceux qui offrent des programmes professionnels étroitement liés aux demandes du marché du travail. La plupart des établissements supérieurs non universitaires ne proposent pas de cours correspondant au niveau 6 de la CITE.

Compétences professionnelles dans l'enseignement secondaire général

L'exemple de l'Amérique latine

Claudia Jacinto ▲ IYPE
cjacinto@redetis.iipe-ides.org.ar

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, l'enseignement secondaire général (ESG) cherche depuis quelque temps à améliorer à la fois les compétences générales et professionnelles des jeunes afin de les préparer au mieux à la vie active. Concrètement, la nouvelle approche pourrait s'appuyer sur les éléments suivants :

- ▶ Stages : presque tous les pays de la région proposent des stages ou des placements au cours de l'enseignement secondaire technique (dans des entreprises privées, des organismes publics, des organisations non gouvernementales ou des services sociaux). Le Brésil et la Colombie ont aussi intégré le système de stages pratiques dans l'ESG.
- ▶ Acquisition de compétences entrepreneuriales : les élèves sont confrontés à toutes les étapes d'un processus de production ou d'une mission de gestion. En Colombie, une loi nationale pour la promotion de la culture de l'entreprise a introduit la réalisation d'un projet entrepreneurial à tous les niveaux de l'éducation.
- ▶ Conseils et orientation éducatifs et professionnels : il s'agit de donner aux jeunes les ressources dont ils ont besoin pour prendre leurs décisions en matière d'éducation et de métiers. Le Chili a financé la mise en place de plans d'orientation éducative et professionnelle dans les écoles.
- ▶ Passerelles vers la formation professionnelle : les élèves suivraient le programme général avant de se rendre dans un centre de formation. Cette stratégie a été promue au Brésil et en Colombie et expérimentée en Argentine et au Mexique.

Ces stratégies ne cherchent pas à donner une « petite touche de professionnalisation » mais bien à offrir une approche transversale et certifiée pour apprendre à connaître la vie sur le lieu de travail. Pour autant, les expérimentations sont encore très récentes et l'impact d'une telle stratégie sur la carrière et l'apprentissage des jeunes n'a pas encore été démontré.

Un ouvrage récent de l'IYPE, New Trends in Technical Education in Latin America (Nouvelles tendances dans l'enseignement technique en Amérique latine, C. Jacinto, 2010, 206 p.), analyse ces initiatives.



Être jeune en Amérique latine

L'accès à l'enseignement secondaire reste problématique

Florencia Sourrouille ▲ **Projet SITEAL, IIPE Buenos Aires / OEI**
fsourrouille@iipe-buenosaires.org.ar

De nouveaux savoirs, de nouvelles compétences et des interactions accrues avec les autres : voilà ce que les sociétés actuelles attendent de leurs citoyens pour garantir leur développement. Comment les nouvelles générations peuvent-elles accéder à la vie active sans connaître la manière dont une société évolue ? Et comment les gouvernements peuvent-ils atteindre ces objectifs sans remettre à plat leurs politiques d'éducation ?

L'accès des jeunes à l'école et l'obtention de diplômes doivent être les deux axes prioritaires des politiques d'éducation. Pourtant, l'Amérique latine est loin du compte : comme l'illustre le tableau suivant, 44 % des jeunes de 20 ans ne terminent pas le deuxième cycle secondaire¹, alors qu'ils ne sont que 8 % à être inscrits à ce niveau. Si bien que, même lorsqu'ils achèvent ce cycle, il n'y a guère de variation dans le taux d'obtention de diplômes (de l'établissement). En outre, les données révèlent plusieurs tendances

dont la coexistence reflète l'hétérogénéité de la situation de l'Amérique latine.

Au Guatemala, au Nicaragua et au Honduras (trois des pays les plus pauvres et où le développement des systèmes éducatifs est plus récent), entre 16 et 27 % seulement des jeunes achèvent le deuxième cycle secondaire. À l'autre extrémité du spectre, il y a des pays comme le Chili ou le Pérou, où 71 à 78 % de jeunes de 20 ans obtiennent un diplôme au bout du cycle de 12 ans. Au moins un quart de la population des pays concernés n'a pas accès aux ressources requises pour participer pleinement à la société. L'obtention de diplômes par tous les élèves sortant du deuxième cycle secondaire reste un immense défi pour l'Amérique latine.

Le rapport 2011 de SITEAL sur les tendances sociales et éducatives en Amérique latine constate l'arrêt du développement de l'éducation dans la région, ce qui rend la situation actuelle encore plus complexe. Le taux d'augmentation des niveaux de scolarisation a fortement reculé, s'approchant de zéro dans de nombreux cas. Le fait que cette stagnation intervienne alors même qu'il reste tant de progrès à faire est encore plus préoccupant. Ce constat soulève plusieurs interrogations : quels moyens ou stratégies déployer pour permettre la scolarisation de masse des contingents potentiels ? Quels sont les obstacles interdisant cette scolarisation dans chaque pays ? Comment les surmonter ?

Les progrès visant à garantir un accès universel des jeunes à une éducation de qualité impliquent des efforts considérables dans tous les pays concernés. Des inégalités économiques et sociales généralisées sous-tendent les faibles taux d'obtention de diplômes observés. La pauvreté et l'exclusion sont deux obstacles considérables, de sorte que les efforts visant à universaliser l'accès au savoir imposent une réévaluation des modèles de développement actuels de la région.

Cependant, il n'y a pas que les inégalités : la diversité croissante de nos sociétés a également changé le rôle des systèmes éducatifs, dont la tradition, qui consistait à nier tout sentiment d'identité personnelle aux élèves, a été abandonnée pour adopter des pratiques éducatives reposant sur la reconnaissance et l'intégration de chacun. ■

¹ Soit environ douze années de scolarité.

	Jeunes âgés de 20 ans ayant achevé le deuxième cycle secondaire (%)	Jeunes âgés de 20 ans scolarisés dans le deuxième cycle secondaire (%)	Adolescents et jeunes ni étudiants ni employés (%)	
			12–17 ans	18–23 ans
Argentine	57,6	7,8	5,2	15,8
Bolivie (État plurinational de)	62,8	11,1	3,1	12,9
Bésil	53,7	11,8	4,4	14,4
Chili	77,6	5,5	n/d	19,9
Colombie	63,2	5,0	n/d	16,8
Costa Rica	42,2	16,8	7,9	14,4
Équateur	43,2	20,8	6,6	23,5
Guatemala	52,4	13,6	6,3	13,5
Honduras	40,4	9,0	10,7	26,0
Mexique	15,8	11,1	13,2	26,2
Nicaragua	26,7	10,8	16,3	25,5
Panama	46,6	4,4	8,7	19,9
Paraguay	26,4	13,1	13,8	24,6
Pérou	54,1	5,0	5,2	16,9
République dominicaine	51,6	7,6	6,0	12,6
Salvador	71,4	6,8	3,3	15,0
Uruguay	39,8	16,5	n/d	11,6
Venezuela (République bolivarienne du)	55,4	14,2	n/d	20,3
Total	55,8	8,1		

Source : SITEAL, d'après des enquêtes auprès des ménages effectuées dans les pays concernés (aux alentours de 2009).

Dangereux ou en danger ?

Adolescents et jeunes ni étudiants, ni employés

Vanesa D'Alessandre ▲ Projet SITEAL, IYPE Buenos Aires / OEI
vdalessandre@iype-buenosaires.org.ar

En Amérique latine, 5,5 millions d'adolescents et 13,5 millions de jeunes ne sont ni étudiants ni employés (SITEAL, 2010). Le sentiment croissant d'insécurité a abouti à une association inévitable entre désinstitutionnalisation et exclusion, qui à son tour est associée à la criminalité et à la violence. Parallèlement et indépendamment de l'augmentation régulière des taux de scolarisation, les adolescents et les jeunes sont considérés comme apathiques. Que font-ils de leur temps s'ils ne font pas d'études ou ne travaillent pas ? Cette classification résume différentes situations où les jeunes sont absents, temporairement ou en permanence, des lieux où ils sont censés être. En fait, beaucoup sont pris au piège de modes de vie extrêmement marginaux, qui alimentent la criminalité et la violence. Mais la classification recouvre aussi des adolescents et des jeunes qui ont renoncé aux études ou à un éventuel travail pour reproduire les rôles assignés à chacun des sexes, appris dans leur enfance. Les membres de ce groupe, composé pour l'essentiel de jeunes pauvres et ruraux, sont rentrés chez eux après avoir achevé une scolarité de base pour s'occuper de leur famille¹.

Tous ont en commun de n'être ni étudiants, ni employés. La plupart se débrouillent pour mener une vie plus ou moins active. Certains ont été privés de leur droit à l'éducation, Quant à ceux qui sont devenus réellement apathiques ou dangereux, ce sont d'abord des êtres extrêmement vulnérables.

¹ Pour approfondir cette question : www.siteal.iype-oei.org



©International Labour Office

L'apprentissage informel

Renforcer
la formation
informelle pour
améliorer les
passerelles vers
un travail décent :
l'exemple de
l'Afrique

Laura Brewer et Christine Hofmann ▲
Département Compétences et employabilité -
Bureau International du Travail

Étant donné le faible niveau d'éducation et de compétences, seule une petite proportion de la main-d'œuvre potentielle des pays les moins avancés (PMA) peut accéder à un travail productif hautement qualifié. Pour acquérir un savoir-faire technique et professionnel¹, les jeunes doivent principalement se tourner vers l'économie informelle.

L'apprentissage informel (AI) relève d'un accord, oral ou écrit, par lequel un maître artisan s'engage à former un apprenti aux compétences liées à son métier ; en échange, l'apprenti contribue à la productivité de l'entreprise. L'accord est ancré dans des normes et une tradition sociales confortées par la réputation, les sanctions sociales ou la réciprocité. Les coûts et les avantages sont partagés.

L'AI peut se révéler inutilement axé sur les technologies traditionnelles, de bonne ou de mauvaise qualité, exploitant les apprentis et favorisant les métiers masculins. Mais ses forces et son intérêt compensent ses faiblesses : les

apprentis acquièrent des compétences adaptées au marché local et participent à de véritables processus de production. Ils se familiarisent avec une culture de l'entreprise et accèdent à des réseaux qui les aideront à trouver du travail ou à monter leur propre activité quand ils auront leur diplôme.

Le système d'apprentissage prédomine dans de nombreux pays d'Afrique. Au Sénégal, près de 400 000 jeunes suivent un apprentissage chaque année, contre environ 7 000 diplômés de centres de formation professionnelle formels. L'AI représente presque 90 % de toutes les formations professionnelles au Bénin, au Cameroun et au Sénégal². Les pays d'Afrique de l'Ouest, comme le Bénin, le Ghana, le Mali, le Sénégal et le Togo sont en train de restructurer leurs systèmes d'enseignement technique et de formation professionnelle (ETFP) afin d'y intégrer l'apprentissage traditionnel et des mécanismes de certification. Ils mettent en place des formations complémentaires, fixent des normes et commencent à reconnaître les évaluations par les associations professionnelles.

Aller de l'avant et améliorer le dispositif

Certains pays tentent actuellement d'améliorer leur système en complétant l'apprentissage sur le tas par une formation institutionnelle plus structurée et en remettant à niveau les compétences des maîtres artisans. Les mesures visant à consolider le dispositif incluent l'implication des associations professionnelles (par le biais d'une évaluation normalisée), le développement de contrats standard, l'intégration de l'alphabétisation (lecture/écriture et calcul) et des « compétences pour la vie » et une implication accrue des communautés.

La remise à niveau de l'AI peut renforcer le réservoir de compétences d'un pays et améliorer son potentiel de croissance et de développement. Par rapport aux formations offertes par le système formel d'ETFP en institutions, l'apprentissage en entreprise est plus rentable puisqu'il s'intègre dans le processus de production. L'investissement consenti est partagé entre le maître artisan et l'apprenti, ce qui permet même aux plus démunis d'y accéder. ■

¹ Commission de l'Afrique. 2009. Réaliser le potentiel de la jeunesse africaine : Rapport de la Commission de l'Afrique 2009. Disponible sur : www.um.dk

² OCDE. 2008. Perspectives économiques en Afrique 2008.

Afrique du Sud : des talents gâchés

Favoriser
l'investissement
postsecondaire

Nico Cloete ▲ Directeur du Centre pour la
transformation de l'enseignement supérieur
ncloete@chet.org.za

En 2007, en Afrique du Sud, 2,8 millions (sur une population totale de 48 millions) de jeunes âgés de 18 à 24 ans n'étaient ni employés, ni étudiants, ni stagiaires (NEET¹, selon l'acronyme anglais). Près d'un million d'élèves devaient trouver diverses offres de la deuxième chance pour achever leur scolarité, alors que les 800 000 qui avaient obtenu un certificat de fin d'études devaient suivre une éducation et une formation complémentaires. Enfin, un million étaient à la recherche d'un emploi, d'une formation ou de services pour la jeunesse. La situation est loin de s'améliorer puisque selon la dernière enquête disponible, les NEET sont maintenant au nombre de 3,5 millions !

Cet incroyable gâchis de talents pourrait menacer la stabilité sociale. De fait, une forte proportion de jeunes ont participé aux manifestations qui ont touché le pays en 2010 pour protester contre la qualité des services publics.

Absence d'opportunités éducatives

Près d'un million d'élèves quittent l'école en fin de 10^e année au lieu d'aller jusqu'en 12^e année. Leur situation reflète un énorme gâchis en matière de ressources éducatives et les expose plus que d'autres au chômage. Ils auront absolument besoin de toutes sortes d'offres de la « deuxième chance », y compris l'enseignement complémentaire ou le secteur postsecondaire.

La détresse des 750 000 élèves qui vont au terme des 12 ans de scolarité est de fait encore

plus inquiétante, puisqu'ils n'ont accès à aucune solution de perfectionnement. En termes d'efficacité éducative, ces élèves représentent à la fois un « gâchis des investissements éducatifs » consternant et des opportunités ratées, sachant que l'Unité sud-africaine de recherche sur l'emploi et le développement a observé une augmentation sensible du taux de rendement de l'investissement postsecondaire, quel qu'il soit.

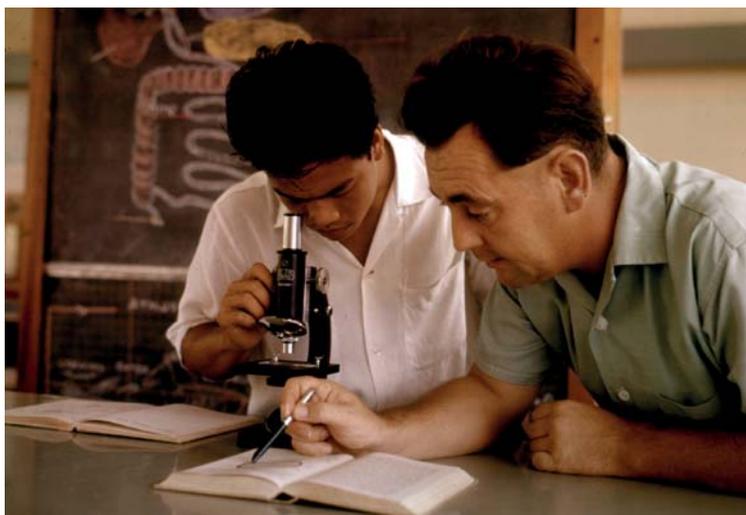
Envisager différentes solutions

En Afrique du Sud, comme dans la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne, aucune passerelle ne relie le secteur postsecondaire aux dispositifs de formation et aux offres d'emploi. Même si ce secteur concerne avant tout les élèves issus du cycle « postsecondaire », le système d'enseignement supérieur public actuel (qui compte près de 800 000 inscrits) devrait doubler de taille pour pouvoir les accueillir. Ce secteur ne pourrait donc pas servir de dispositif supérieur donnant accès aux universités, celles-ci n'ayant pas les moyens matériels et humains pour gérer cet afflux.

Le gouvernement devra aussi envisager sérieusement le développement d'un secteur postsecondaire privé puisque – comme dans les autres pays d'Afrique – l'État n'a pas les ressources pour gérer un système purement public, capable de satisfaire toute la demande.

Enfin, il ne faut pas oublier le million de jeunes aux attentes très variées, allant d'une formation à court terme à des services pour la jeunesse, en passant par les stages et les programmes de travaux publics. Là aussi, l'État devra imaginer une réponse coordonnée de tous les services ministériels concernés. ■

¹ Enquête auprès des ménages de Statistics South Africa à l'origine de l'ouvrage *Responding to the Educational Needs of Post-School Youth* (Répondre aux besoins éducatifs des jeunes de niveau postsecondaire), 2009, CHET (www.chet.org.za).



©UNESCO/Jack Ling

Favoriser l'employabilité des jeunes

S'adapter à un
monde changeant
en resserrant
les liens avec le
marché du travail

Lay Cheng Tan et Erika French-Arnold ▲
UNESCO Bangkok
lc.tan@unesco.org -
e.french-arnold@unesco.org

Les universités sont considérées comme les dépositaires d'un précieux capital humain, et l'enseignement supérieur comme un secteur clé pour promouvoir le développement économique et social. L'orientation rapide vers une économie de haute technologie fondée sur l'information accentue la pression sur les systèmes d'enseignement supérieur, censés préparer une main-d'œuvre compétente face à la demande changeante des marchés du travail.

Si les effectifs de l'enseignement supérieur ont quintuplé¹ entre 1970 et 2007, passant de 28,6 à 152,2 millions, le chômage mondial a bondi de 34 millions entre 2007 et 2009², créant ainsi un environnement extrêmement concurrentiel pour les jeunes. En 2009, 80,7 millions de jeunes étaient en recherche d'emploi, soit une augmentation de 7,8 millions par rapport

à 2007³. Le recul du nombre d'emplois est certes problématique, mais les facteurs liés à l'offre ne sont pas les seuls à entrer en ligne de compte.

« Nous vivons une époque où la technologie et les marchés du travail évoluent rapidement. Les employeurs et les industries recherchent des individus créatifs aux capacités de réflexion élevées. Les jeunes, surtout ceux qui découvrent le marché du travail, doivent s'adapter au rythme de ces évolutions », souligne Gwang-Jo Kim, directeur du Bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation en Asie et dans le Pacifique, à Bangkok (Thaïlande).

Mais comment suivre le rythme et préserver sa compétitivité dans une économie du savoir mondialisée ? Cette interrogation est d'autant plus cruciale que le chômage des jeunes ne cesse d'augmenter.

Divergence de perspectives

Grâce à un financement du Gouvernement japonais, l'UNESCO-Bangkok a lancé, en 2009, une étude sur l'employabilité des diplômés d'universités en Chine, en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines. Ce travail a mis en évidence une divergence de perspectives entre étudiants diplômés, universités et employeurs.

D'une manière générale, les diplômés s'estimaient suffisamment instruits et compétents. Les universités affirmaient que leurs étudiants étaient bien préparés à la transition vers le monde du travail. Malheureusement, les employeurs trouvaient les jeunes diplômés inaptes au travail, évoquant par exemple des attentes et des revendications salariales totalement irréalistes.

Le problème de la surproduction de diplômés dans certains domaines n'était pas correctement géré. Aux Philippines, les étudiants s'inscrivaient dans des cursus déjà surchargés – comme les soins infirmiers et les technologies de l'information (TI) – d'où un effet de saturation, les diplômés ne pouvant trouver de travail dans leur spécialité. Le manque d'expérience professionnelle, surtout dans le domaine des TI d'avant-garde, est un autre facteur tendant à limiter les perspectives d'embauche des diplômés. Face à ces obstacles, beaucoup se retrouvent sous-employés ou à un poste qui ne correspond pas à leur formation.

¹ UNESCO/ISU. 2009. *Recueil de données mondiales sur l'éducation 2009 : statistiques comparées sur l'éducation dans le monde*. ISU, Montréal.

² OIT. 2010. *Tendances mondiales de l'emploi*. Janvier 2010. OIT, Genève.

³ OIT. 2010. *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes*. Août 2010. OIT, Genève.

Comment remédier à ces déséquilibres ?

Tous ceux qui cherchent un emploi doivent impérativement cultiver, en plus des connaissances et de l'expérience professionnelle, les qualités les plus prisées par les employeurs. Les chercheurs parlent de « facteurs ++ » : cela comprend la motivation, l'aptitude à sortir des sentiers battus, les capacités de résolution de problèmes et de communication ainsi que la capacité à travailler seul et en équipe. Les diplômés, qui sont susceptibles de changer de métier et de secteur tout au long de leur carrière, doivent en permanence améliorer et mettre à jour leurs compétences et être prêts à découvrir de nouvelles technologies. Tout signe indiquant qu'ils possèdent certaines de ces qualités peut inciter les employeurs à les embaucher.

Dans les économies où l'offre d'emplois est limitée, la création d'entreprises est une solution viable qui permet aux jeunes diplômés d'assurer leur avenir en montant

leur propre activité. Pour surmonter les problèmes liés à la pénurie de capitaux de départ, à une connaissance insuffisante des pratiques professionnelles et à l'absence de motivation, il faut concevoir des formations à la création d'entreprises, organiser des activités hors programme et, pour pousser les jeunes à se lancer, fournir des aides publiques, financières et autres.

Des projets professionnels ou des stages rapprochant universités et entreprises peuvent aussi aider les premières à obtenir de précieuses informations pour adapter leurs programmes d'études et fournir aux étudiants une véritable expérience professionnelle. Les employeurs doivent encourager la formation interne, surtout pour des compétences spécifiques ou des applications et des technologies nouvelles.

Enfin, la responsabilité de l'emploi ne doit pas reposer uniquement sur les gouvernements, les établissements et les employeurs : les jeunes doivent aussi se préparer à un monde en évolution, en améliorant leurs connaissances et leurs

compétences pour répondre aux attentes des employeurs et s'adapter aux réalités de la vie professionnelle. ■

L'employabilité des jeunes en Malaisie

En 2007, 168 880 étudiants sont sortis diplômés des universités de Malaisie. En 2008, 86 434 ont obtenu une licence. Pourtant, une grande partie d'entre eux se retrouvent au chômage. La proportion de jeunes diplômés à la recherche d'un emploi est passée de 31 % en 2006 à 24 % en 2008.

Les demandeurs d'emploi expliquent notamment leur situation par la pénurie de postes. Les employeurs démentent, attribuant le chômage des jeunes à un manque de compétences générales et à de graves déficits de compétences professionnelles.

En reconsidérant leur mission – fournir des compétences intellectuelles, créatives et autres capacités de réflexion au lieu de fournir une main-d'œuvre pour l'industrie – les universités ont été accusées de produire des diplômés inaptes au travail.

Pour remédier à ce problème, le ministère de l'Enseignement supérieur a intégré des notions entrepreneuriales dans les matières conventionnelles : modules sur la gestion des petites entreprises, compétences analytiques, travail en équipe et maîtrise de l'anglais. La tâche promet d'être ardue. Les diplômés comme les universitaires sont convaincus que si les universités peuvent organiser des cursus et des activités hors programme pour aider les étudiants à améliorer leurs compétences sociales et relationnelles, il s'agit de matières difficilement enseignables en milieu universitaire.

Mais, alors qu'un large consensus prévaut sur la nécessité de modifier « l'alignement des programmes d'études », les priorités et les objectifs diffèrent. Les employeurs attendent des universités qu'elles abandonnent les matières « inadéquates » pour former les étudiants en fonction des attentes du monde du travail. S'ils sont en partie d'accord, les universitaires mettent en garde contre le risque de négliger leur contribution essentielle au développement et aux transformations politiques, sociaux, culturels et communautaires.

En outre, la responsabilité de développer les qualités liées à l'« employabilité » incombe à l'ensemble du système éducatif, des niveaux préscolaire au supérieur. D'où la nécessité d'améliorer la planification et la coordination entre tous les acteurs de l'éducation pour préparer et inciter les jeunes à devenir des citoyens responsables et productifs.



Le « printemps arabe » : une révolution de la jeunesse

Offrir un meilleur avenir aux générations futures

Mohamed Lahlou ▲ Professeur des Universités (Université de Lyon II)
Mohamed.Lahlou@univ-lyon2.fr

Les mouvements de protestation en Égypte, en République arabe syrienne, à Bahreïn, au Yémen et même en Arabie saoudite, ainsi que l'agitation qui règne en Algérie, dans la Jamahiriya arabe libyenne, au Maroc et en Tunisie n'ont rien d'un phénomène exceptionnel : ils s'inscrivent dans un courant universel. Il faut les replacer dans le contexte d'un monde en lutte pour intégrer les besoins universels de liberté, d'État de droit et de bien-être. Ils sont aussi le prolongement logique des mutations que traverse l'Europe depuis plusieurs décennies, depuis la fin des dictatures fascistes jusqu'à la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique.

Après plusieurs mois de troubles et de violence, l'agitation perdure au Moyen-Orient. Beaucoup s'interrogent déjà sur l'avenir démocratique que les jeunes, qui ont été le ressort de ce soulèvement « arabe », réservent à leurs sociétés. Cette interrogation intervient alors même que les pays européens sont à leur tour touchés par la révolte des « indignés », un mouvement qui prend des proportions internationales.

Les jeunes protagonistes du changement

Les mouvements rebelles qui essaient dans la région sont nés à la fois de l'anachronisme des systèmes politiques et d'une demande pour des sociétés plus démocratiques et égalitaires. Ils sont conduits par des jeunes qui ont fait des rues leur champ de bataille. De fait, le « baby boom » a donné aux jeunes une suprématie numérique, tandis que l'école et l'université leur ont donné les moyens de protester. Conjugués au progrès de l'éducation scolaire et de la formation des diplômés du supérieur, qui ont largement nourri les espoirs et les attentes de la jeunesse, le mécontentement et le chômage qui touchent la majorité d'entre eux les ont conduits à remettre en cause l'autorité établie et à transformer la lutte pour le « pain » en une révolte pour améliorer leur bien-être.

Grâce à la mondialisation des médias et des réseaux informatiques, de nouvelles visions d'avenir se sont propagées dans ces sociétés et ont nourri chez les jeunes l'espoir de satisfaire des besoins de plus en plus universels. Fascinés par les sociétés développées, ils cherchent en permanence à améliorer leur bien-être matériel, intellectuel et culturel.

Mais la jeunesse arabe n'a plus confiance. Elle n'accorde foi ni à l'establishment politique, qui s'est révélé inefficace, ni aux partis politiques d'opposition, jugés impuissants. Des informations discréditées ont entamé la confiance dans les médias officiels, accusés de désinformation et de manipulation. À la place, les jeunes se sont réappropriés de nouvelles formes d'expression politique et de contestation et ont substitué aux sources

traditionnelles de communication leurs propres réseaux sociaux alternatifs. Cette perte de confiance a aussi provoqué une remise en cause des échelles de valeur traditionnelles, plaçant les jeunes devant une alternative radicale : l'exil ou la révolte.

Une jeunesse en quête de modèle pour l'avenir

À l'instar du nationalisme arabe, confronté à la brutale réalité d'intérêts pluralistes, l'islamisme a beau occuper une place parfois importante dans les slogans, il semble incapable de satisfaire les attentes des jeunes pour construire leur avenir. S'appuyant sur des perspectives universalistes, les jeunes sont attirés par trois modèles qui rivalisent pour garantir leur suprématie future dans ces régions : le modèle occidental d'abord, qui a enflammé l'imagination des jeunes, mais qui continue à être appréhendé sur le registre « attraction-répulsion ». De fait, pour des jeunes en quête de progrès économique et social, les valeurs occidentales sont en contradiction avec leur identité, provoquant doutes et malaise. Le modèle turc, ensuite, qui, en mariant la laïcité héritée de l'ère kémaliste à une opinion islamique « modérée », a réussi pour l'instant à réconcilier la société avec son système politique. Mais ce modèle, soucieux de son avenir européen, et dont la réussite économique est reconnue, manque de visibilité dans les sociétés arabes islamiques. Quant au modèle iranien, il a beau symboliser la confrontation avec l'Occident, il ne semble plus représenter pour la jeunesse un système social et culturel conforme à leur vision de la liberté. Ce modèle déçoit les jeunes qui veulent une société libre de toute prohibition (comme le montre le récent mouvement de protestation des femmes saoudiennes contre l'interdiction de conduire qui leur était imposée).



Tout modèle voulant proposer des stratégies axées sur les conditions de vie actuelles sans compromettre l'avenir doit inévitablement tenir compte des besoins et des espoirs d'une génération de jeunes qui a déjà montré la voie d'une vision politique nouvelle. Les réformes qu'ils accepteront d'accompagner seront celles qui leur accorderont davantage de liberté, qui garantiront le respect de la constitution par l'État et l'avènement de sociétés égalitaires. Pour être généraux, ces principes n'en sont pas moins fondamentaux. ■



L'autonomisation du monde arabe

Comment la jeunesse va faire évoluer les sociétés

Faeqa Saeed AlSaleh ▲ Conseillère du Secrétaire général de la Ligue des États arabes, directrice de l'éducation et de la recherche scientifique et ancienne stagiaire de l'IIPE (2001)

La qualité de l'éducation dans le monde arabe s'est nettement améliorée depuis quelques années, et nombre de jeunes ont pu acquérir de nouvelles compétences. Cela est allé de pair avec l'épanouissement personnel et la volonté d'opérer ses propres choix.

Les révolutions récentes ont révélé les aspirations sociales et politiques des jeunes. Dans son discours devant le Forum de la jeunesse, le 18 janvier 2011 à Charm el-Sheikh (Égypte), Amre Moussa s'en faisait l'écho : « Nos sociétés sont composées à 70 % de jeunes de moins de 30 ans. Il est possible d'opérer un transfert positif dans le monde arabe en investissant correctement dans cette jeunesse via des politiques économiques et sociales adaptées, et en lui permettant de participer à tous les aspects de la vie. J'estime que c'est un investissement judicieux pour l'avenir » déclarait le Secrétaire général de la Ligue arabe quelques semaines après le déclenchement de la révolution tunisienne.

Des politiques pour une société nouvelle

La jeunesse des pays arabes représente une grande « opportunité démocratique » mais son éducation soulève de multiples défis : le taux de scolarisation reste faible à tous les niveaux, les femmes et les pauvres des zones rurales sont défavorisés, l'écart entre les groupes marginalisés et ceux qui ont accès à l'éducation ne cesse de se creuser et l'égalité des chances est loin d'être une réalité. Les politiques d'éducation actuelles doivent être évaluées et amendées pour respecter les principes de la justice sociale, des droits des citoyens et de l'investissement dans les ressources de la jeunesse, conformément aux revendications des manifestants.

De même, l'éducation des jeunes devra être la priorité des agendas politiques des pays arabes à l'avenir. Au-delà de son aspect humanitaire ou social, l'autonomisation des jeunes peut aussi avoir des implications économiques, politiques et de développement susceptibles d'aider les sociétés arabes à progresser. Le refus de tenir compte des demandes des jeunes ou de mettre en place des politiques d'éducation durables, menacerait sérieusement l'avenir de la communauté arabe, avec le risque de voir la situation actuelle se dégrader encore plus.

L'autonomisation des jeunes via l'éducation est un objectif intrinsèquement lié aux processus de réforme ainsi qu'au développement économique et social – dont l'éducation est un aspect et auquel elle contribue. L'autonomisation n'est possible qu'en s'appuyant sur des objectifs éducatifs clairs, comme celui d'assurer un enseignement primaire pour tous et de développer l'enseignement secondaire et supérieur. Mais elle appelle aussi à une nouvelle vision de la société, forgée par des organes politiques et des communautés civiles dont les membres œuvrent activement pour instaurer dans les sociétés arabes des conditions de vie adaptées et une dimension politique et économique pertinente.

Cette nouvelle vision devra reposer sur les valeurs de l'autonomie, de la justice sociale et de la participation civile ainsi que sur les principes de la liberté et d'une véritable démocratie. ■



L'avenir de nos enfants passe par les TIC

Dépasser les processus traditionnels d'apprentissage

Dr Seyeoung Chun ▲ Président du Korea Education & Research Information Service (KERIS)
sychun@cnu.ac.kr

La communauté internationale cherche à instaurer l'éducation de base universelle au moins pour les enfants, mais aussi pour les adultes. Mais la faisabilité de cet objectif soulève des questions. L'éducation et l'alphabétisation exigent-elles une révision radicale et fondamentale des schémas de pensée ? Les objectifs sont-ils les bons ? Sommes-nous sûrs de nos engagements ?

L'éducation est censée assurer l'employabilité. Sommes-nous éduqués uniquement afin de trouver un emploi ou bien les choses vont-elles plus loin ? Le principe selon lequel l'éducation est au service de l'employabilité est lié à la notion de son utilité, au sens où les adultes éduqués ont acquis la capacité de gagner leur vie et aussi celle de satisfaire leurs besoins. De ce point de vue, il serait inutile de poursuivre l'objectif

apparemment inaccessible de l'éducation de base universelle et de l'alphabétisation des jeunes, puisque le programme scolaire ne les aide pas vraiment à trouver un emploi et à gagner leur vie. La question se pose de la pertinence du contenu éducatif conventionnel, incarné par la lecture, l'écriture et le calcul, pour la vie et les expériences quotidiennes des enfants qui se heurtent à des obstacles fondamentaux pour accéder aux concepts d'apprentissage présentés dans les manuels.

Dépasser l'alphabétisation

Le monde est de plus en plus interconnecté, grâce à la distribution d'ordinateurs aux enfants, comme avec le programme « Un portable par enfant », qui leur permet de voir, d'entendre, de parler et même de jouer avec leurs camarades dans d'autres pays. L'un des objectifs essentiels de l'éducation doit consister à aider ceux qui sont peu conscients de leur identité sociale à devenir des adultes mieux armés à cet égard. Cela peut s'apparenter à une version moderne des « rituels d'initiation » aborigènes transformés en un processus éducatif public de contextualisation. Le « texte » est l'élément clé du « con-texte » et, par conséquent, l'instrument de la contextualisation. Le texte englobe désormais des symboles numériques sur les sites d'Internet, où les gens peuvent s'interconnecter.

À l'ère numérique, l'éducation doit dépasser la simple alphabétisation, pour couvrir toutes les connexions individuelles opérées sur la planète. Par un processus d'intelligence collective, ces connexions engendreront un monde nouveau. Aujourd'hui, la vision conventionnelle de l'éducation se limite trop étroitement aux livres et aux textes ardues. Il est temps pour tous, ceux qui n'ont ni les connexions ni les talents de communication, ensemble avec les décideurs politiques et les intellectuels, de travailler pour forger un avenir nouveau, en exploitant tous les outils qui mobilisent les sens et les sensibilités des êtres humains, au lieu de s'en tenir aux connexions logiques, déductives ou reposant sur des textes. Les ressources de l'éducation ne doivent plus se limiter uniquement aux bâtiments scolaires, aux enseignants et aux manuels. ■



©Creative Commons 2.0/Carla Gomez/Mancy

L'usage des TIC à la maison

Quel impact sur les résultats des enfants et quelle réaction des parents ?

Ofer Malamud ▲ Professeur assistant – Harris School of Public Policy – Université de Chicago

Un article à paraître dans The Quarterly Journal of Economics (126:2, 2011), cosigné par l'auteur et Cristian Pop-Eleches, de l'Université Columbia (NYC), revient sur l'utilisation des ordinateurs familiaux et le développement du capital humain ("Home Computer Use and the Development of Human Capital"), en s'appuyant notamment sur le programme roumain évoqué ici.

De nombreux organismes, gouvernementaux ou non, s'efforcent de réduire la « fracture numérique » que traduisent les grands écarts dans l'accès aux ordinateurs familiaux au sein d'un pays ou entre pays. Le programme « Un portable par enfant » a ainsi bénéficié d'une abondante publicité pour ses efforts visant à mettre au point un ordinateur bon marché et adapté aux enfants des pays en développement. L'Uruguay vient d'achever son plan Ceibal en fournissant un portable gratuit à chaque élève du primaire, tandis que des pays comme le Pérou ont distribué des centaines de milliers d'ordinateurs. Même lorsque ces ordinateurs sont destinés à un usage scolaire, ils servent aussi souvent d'ordinateur familial.

Toutefois, les initiatives visant à améliorer l'accès des enfants à l'informatique se poursuivent sans qu'aucun élément probant ne confirme leur impact concret sur les résultats éducatifs.

L'expérience de la Roumanie

En 2004, le ministère de l'Éducation roumain a lancé un programme de subvention pour l'achat d'ordinateurs familiaux. Aujourd'hui, 200 000 bons de 200 € (300 \$EU) ont été octroyés à des élèves démunis et scolarisés dans les établissements publics du pays.

En 2008, une enquête de suivi a révélé les effets positifs et négatifs de l'usage des ordinateurs sur les résultats scolaires. De fait, les enfants de familles ayant reçu une subvention avaient des notes sensiblement moins bonnes, tout en étant nettement meilleurs sur la maîtrise et la connaissance de l'informatique. Certains éléments montraient aussi que le fait d'avoir un ordinateur à la maison augmentait les aptitudes cognitives (mesurées par les matrices progressives de Raven). Ces résultats ne sont pas étonnants, puisque seuls quelques parents ou enfants ont indiqué avoir installé un logiciel éducatif sur leur ordinateur, et rares étaient les enfants à s'en servir pour leurs devoirs ou d'autres fins éducatives. En fait, la plupart des familles avaient installé des jeux ; les enfants ont indiqué passer l'essentiel de leurs sessions informatiques à jouer. L'octroi d'un ordinateur par subvention signifiait donc moins de temps consacré aux devoirs, à la télévision ou à la lecture.

L'enquête a aussi souligné le rôle crucial des parents dans l'impact de l'utilisation d'un ordinateur familial sur les résultats scolaires des enfants et des adolescents. Lorsqu'ils insistaient pour que leurs enfants fassent correctement leurs devoirs, le programme avait des effets moins négatifs. L'informatique pouvant être utilisée de manière polyvalente, les avantages et les inconvénients potentiels des ordinateurs dépendent fortement de la disponibilité des logiciels et de la manière dont ils sont effectivement utilisés. Les parents peuvent jouer un rôle actif en sélectionnant les logiciels, en surveillant leurs enfants et en fixant les règles pour les devoirs et l'utilisation de l'ordinateur. Ces conclusions soulèvent des questions quant aux importants efforts déployés récemment partout dans le monde pour améliorer l'accès des enfants défavorisés aux ordinateurs, sans prêter suffisamment attention à la question fondamentale du contrôle parental. ■

L'IPE aide la République du Soudan du Sud à se construire un avenir

Lyndsay Bird ▲ IPE
l.bird@iiep.unesco.org

La nouvelle République du Soudan du Sud s'est fixée des objectifs ambitieux de développement politique et économique. Sa consolidation passe notamment par l'éducation.

Le pays connaît aujourd'hui un haut niveau d'illettrisme, de faibles taux de scolarisation (mais qui progressent) et un chômage de masse chez les jeunes. Ainsi, 92 % des femmes ne savent ni lire ni écrire et 27 % seulement des filles sont scolarisées. Cependant, le taux de scolarisation des enfants en primaire a doublé, passant de 0,7 à 1,4 million entre 2005 (date de l'accord de paix global) et 2009.

Depuis début 2011, l'IPE aide le ministère de l'Éducation Sud-soudanais à élaborer un plan stratégique pour le secteur de l'éducation (ESSP) – avec un financement de l'UNICEF – pour la période 2011-2015. Il reflète les objectifs fixés dans le projet national, le Plan de développement du Sud-Soudan.

Élaboration d'un plan sectoriel pour l'éducation 2011-2015

L'ESSP prévoit quatre programmes prioritaires :

- ▶ améliorer la qualité de l'éducation ;
- ▶ élargir l'accès au système éducatif et en améliorer l'efficacité ;
- ▶ renforcer l'alphabétisation et l'éducation alternative ;
- ▶ développer les capacités humaines et institutionnelles.

Un cinquième programme prioritaire – élargir l'accès à un enseignement supérieur de qualité – sera élaboré ultérieurement avec le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Sciences et des Technologies.

La collaboration de l'IPE avec le ministère de l'Éducation prévoit aussi la mise au point d'instruments pour évaluer les capacités et les stratégies au niveau de l'État.

L'IPE continuera d'appuyer le développement et la finalisation de l'ESSP, y compris la mise au point d'un cadre financier à moyen terme et d'une stratégie de renforcement des capacités. ■

Programme 'Éthique et corruption dans l'éducation' : initiatives en cours

Muriel Poisson ▲ IPE
m.poisson@iiep.unesco.org

ÉTHIQUE. L'IPE s'est engagé à favoriser le dialogue entre responsables publics et syndicats sur les *codes de conduite pour les enseignants*. Il a organisé dans ce cadre un atelier régional à Séoul, en mai 2011, en partenariat avec le ministère de l'Éducation coréen et l'Internationale de l'éducation. Cette activité fait suite aux précédentes initiatives de l'Institut dans ce domaine : enquête internationale, publication de lignes directrices et création d'un site web (<http://teachercodes.iiep.unesco.org>). Un forum sur les codes de conduite sera bientôt intégré dans le site de l'Institut (modalités d'inscription, p. 19)

CORRUPTION. L'IPE a lancé sept nouvelles études de cas sur les risques de corruption liés la mise en œuvre de *mesures incitatives pro-pauvres*, comme les transferts conditionnels de fonds aux familles, qui vise à encourager les familles pauvres à envoyer leurs enfants à l'école. L'analyse comparée des expériences menées en

Amérique, en Afrique et en Asie permettra de dégager des leçons utiles sur la manière de limiter de tels risques. Un premier rapport de synthèse sera disponible d'ici la fin de cette année.

Enfin, le réseau des Centres de politiques éducatives (NEPC) a invité l'Institut à participer à son université d'été, en juillet 2011 (Ohrid, Ex-République yougoslave de Macédoine), sur la *transparence dans la gestion scolaire*. L'IPE a présenté aux participants issus de la société civile divers outils permettant de contrôler l'utilisation des ressources au niveau de l'école, comme les cartes participatives.

Par ailleurs, l'IPE continue de soutenir les efforts des États membres dans la lutte contre la corruption, notamment à l'aide d'*enquêtes de suivi des dépenses publiques* (ESDP).

Pour plus d'information sur tous ces sujets, rendez-vous sur le site www.iiep.unesco.org/etico ■

Voyage d'étude du PFA en République de Corée



© IIEP

Nouvelles des anciens stagiaires de l'IIEP

Promotions

Luis Francisco Bonilla-Molina (Venezuela), TCA 2001, a été nommé vice-ministre de la Planification stratégique, ministère du Pouvoir populaire pour l'enseignement supérieur.

Pamoussa Ferdinand Compaore (Burkina Faso), PFA 2003/04, a été nommé directeur des études et de la planification, ministère de l'Enseignement secondaire et supérieur.

Abdulu Ngongo (République démocratique du Congo), PFA 2005/2006, a été nommé chef de la division de la planification et des études, ministère de la Planification de l'éducation et des Statistiques.

Arnaldo Valente Nhavoto (Mozambique), PFA 1981/1982, a été nommé directeur de l'IICBA (Institut international de l'UNESCO pour le renforcement des capacités en Afrique).

Margarita Luaces (Uruguay), TCA 2001, fait office de directrice de l'Institut d'études avancées (IPES) de Montevideo.

Yasmina Rauseo Rojas (Venezuela), TCA 2000, a été nommée directrice générale du Service national autonome de protection de l'enfance et de la famille (SENIFA) à Caracas.

Pour plus d'informations

rejoignez le réseau des anciens de l'IIEP :

alumni-anciens@iiep.unesco.org

Jimena Pereyra ▲ IIEP
j.pereyra@iiep.unesco.org

Grâce à son développement économique rapide et à la démocratisation, la République de Corée a su passer du statut de pays pauvre bénéficiaire de l'aide à celui de pays donateur industrialisé, doté d'un système éducatif solide et bien développé. Selon les derniers résultats du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), le système éducatif coréen est aujourd'hui l'un des plus perfectionnés et des plus performants des pays développés.

Pour les 22 participants de la 46^e session du Programme de formation approfondie (PFA), l'invitation du gouvernement coréen à découvrir de plus près son système éducatif était donc une occasion exceptionnelle. Le voyage d'étude, accueilli et financé par l'Agence de coopération internationale coréenne (KOICA) et mis en œuvre en coopération avec l'Institut coréen pour le développement de l'éducation (KEDI), s'est déroulé du 17 avril au 1^{er} mai 2011.

Trois thèmes étaient au cœur du programme : la politique en matière d'enseignants, l'universalisation de l'enseignement supérieur et les TIC dans l'éducation. Grâce à des conférences d'experts et de représentants d'établissements coréens, ainsi qu'à des visites dans plusieurs institutions, les participants ont pu appréhender le fonctionnement du système éducatif coréen. Le programme prévoyait aussi la rédaction de trois rapports de groupe par les participants, afin de faire une synthèse de ce qu'ils avaient appris

et de proposer différentes pistes de coopération entre la République de Corée et leur propre pays.

À la veille du départ, les participants semblaient extrêmement satisfaits de leur expérience, à la fois instructive et motivante. Inspirés par le « miracle de la rivière Han », ils sont rentrés chez eux pleins d'espoir et d'idées pour mettre en œuvre des réformes qui permettront d'améliorer leurs propres systèmes éducatifs.

Pour plus d'informations sur le voyage d'étude et lire les commentaires des participants, rendez-vous sur www.iiep.unesco.org. ■

¹ La République de Corée avait également accueilli et financé le voyage d'étude de la précédente session du PFA, en 2010.

Programme d'activités

Septembre

14-15 septembre

Forum international : L'enseignement secondaire pour tous : finalités, apprentissage et politiques
Buenos Aires, Argentine
Contact : emilio@iipe-buenosaires.org.ar

19 septembre – 11 novembre

Cours à distance : Micro-planification et carte scolaire (en français)
Contact : microplanification@iiep.unesco.org

28-30 septembre

Séminaire sous-régional : Les dépenses d'éducation des ménages et les politiques de gratuité
Addis-Abeba, Éthiopie
Contact : seminar.addis@iiep.unesco.org

Octobre

3-4 octobre

Forum des politiques éducatives : L'égalité entre les sexes dans l'éducation : voir au-delà de la parité
IIPE, Paris, France
Contact : policyforum2011@iiep.unesco.org

3 octobre – 2 décembre

Cours à distance : L'utilisation d'indicateurs pour la planification de l'enseignement supérieur (en français)
Contact : indicatorsup@iiep.unesco.org

19-21 octobre

Séminaire politique (ANTRIEP) : L'enseignement public et le rôle des acteurs privés et non gouvernementaux (organisé par ANTRIEP et hébergé par NUEPA)
New Delhi, Inde
Contact : a.de-grauwe@iiep.unesco.org

22-23 octobre

13^e session du **Comité de gestion du SACMEQ** et 8^e session de l'Assemblée des ministres du SACMEQ
IIPE, Paris, France
Contact : d.makuwa@iiep.unesco.org

Novembre

21 novembre – 2 décembre

Forum en ligne : Codes de conduite des enseignants (en anglais)
Contact : eforum@iiep.unesco.org

Janvier 2012

25-27 janvier

Séminaire : Améliorer le financement des écoles : l'utilisation et l'utilité des subventions aux écoles
Lieu à confirmer
Contact : c.lugaz@iiep.unesco.org

Forum des politiques sur l'égalité entre les sexes dans l'éducation (3-4 octobre, Paris)

Selon le *Rapport mondial de suivi* de l'UNESCO (GMR), les femmes et les filles constituent les trois quarts des habitants les plus pauvres, les femmes représentant les deux tiers des adultes analphabètes.

La question de l'égalité entre les sexes dans l'éducation est une préoccupation majeure pour de nombreux pays car, malgré les engagements pris envers les objectifs internationaux d'égalité des sexes, la majorité des enfants non scolarisés sont des filles (UNESCO, 2011).

Dans ce contexte, l'IIPE a organisé un Forum des politiques éducatives, à Paris, visant à promouvoir l'égalité entre les sexes dans l'éducation :

► **dans les écoles et dans les classes** : par l'analyse des différences de résultats entre les filles et les garçons. Plusieurs explications possibles sont envisagées. Des stratégies liées aux pratiques en classe, à la pédagogie, à l'environnement scolaire et au soutien aux familles à même d'améliorer les résultats scolaires des garçons comme des filles ont été développées.

► **à l'échelon institutionnel** : lors du Forum, une analyse des inégalités dans les postes de direction a été présentée. Les participants ont évoqué les facteurs favorables et les obstacles auxquels se heurtent les femmes dans plusieurs pays, qui limitent leur accès à des postes de responsabilité dans la fonction publique, en particulier dans l'éducation.

Outre la Division pour l'égalité des genres de l'UNESCO, plusieurs organisations fortement impliquées dans l'égalité entre les sexes étaient partenaires du projet : la CONFEMEN, le Dialogue universitaire Afrique-Asie pour le développement de l'éducation, le FAWE, la Fondation Aga Khan, la JICA, le ministère français des Affaires étrangères et européennes, le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, l'OCDE, le SACMEQ, l'UNGEI et l'UNICEF.

Pour en savoir plus : <http://genderpolicyforum.wordpress.com>

Publications de l'IIPE

Toutes les publications de l'IIPE sont téléchargeables gratuitement : www.iipe.unesco.org/information-services/publications

Éducation dans les situations d'urgence et de reconstruction

On the Road to Resilience: Capacity development with the Ministry of Education in Afghanistan

Morten Sigsgaard (dir. publ.)
2011, 206 p. ISBN 978-92-803-1355-0



Cet ouvrage s'intéresse aux défis auxquels se heurte un Afghanistan déchiré par la guerre pour reconstruire son secteur de l'éducation. Des études de cas sur les partenariats pour le développement des capacités reviennent sur les initiatives visant à renforcer le système éducatif du pays. Les auteurs insistent sur l'importance du soutien des plus hautes autorités politiques, sur la nécessité de partenariats bâtis sur la confiance, sur la priorité accordée au développement institutionnel et sur la pérennité de l'aide à l'éducation.

Prix : 12€

Éthique et corruption dans l'éducation

Patterns of development and use of codes of conduct for teachers in 24 Countries

Pippa McKelvie-Sebileau ; projet coordonné par Muriel Poisson
2011, 44 p., publication électronique



Cet ouvrage présente les résultats d'une enquête internationale sur les codes de conduite des enseignants adoptés dans 24 pays sur les cinq continents. Plusieurs éléments importants ressortent de l'analyse quant à la finalité d'un code de conduite, à ses utilisateurs potentiels, à la manière de le concevoir, de le mettre en œuvre et de le diffuser (et aux problèmes rencontrés à chacune de ces étapes) ainsi que son impact global.

Réformer la gestion pour l'EPT

Strengthening local actors: The path to decentralizing education Kenya, Lesotho, Uganda

Anton De Grauwe ; Candy Lugaz, avec Tiberius Barasa, Pulane J. Lefoka, Mathabo Tsepa, Samuel Kayabwe & Wilson Asiimwe
2011, 164 p. ISBN 978-92-803-1356-7



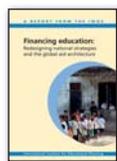
De nombreux pays ont opté pour la décentralisation. Si leurs motivations diffèrent, ils cherchent tous à rendre leur système éducatif plus efficace et de meilleure qualité. L'ouvrage permet de mieux comprendre les défis et d'identifier les stratégies pour la mise en œuvre réussie de cette politique à l'échelon local, en prenant exemple sur trois pays d'Afrique australe et de l'Est.

Prix : 12€

Coopération internationale

Financing education: Redesigning national strategies and the global aid architecture

Un rapport du Groupe international de travail sur l'éducation (GITE)
2011, 212 p. ISBN 978-92-803-1357-4



Ce rapport rend compte des interventions, des débats et des recommandations de la réunion du GITE de juin 2010. L'ouvrage aborde les tendances du financement de l'éducation, la réallocation intrasectorielle des ressources, le rôle de l'aide dans le financement de l'éducation, les implications de la crise financière, les stratégies nationales et l'architecture de l'aide.

Prix : 12€

Compte rendu du Forum des politiques éducatives de l'IIPE

L'ombre du système éducatif : quel soutien scolaire privé, quelles politiques publiques ?

Mark Bray
2011, 140 p. ISBN 978-92-803-2333-7



Les cours particuliers, très répandus dans certaines régions d'Asie de l'Est, gagnent du terrain ailleurs, en Asie comme en Afrique, en Europe et en Amérique du Nord. Les élèves suivent un enseignement gratuit dans les écoles publiques et, moyennant finance, prennent des cours supplémentaires sur les mêmes matières. Les conséquences sont à la fois positives et négatives. L'auteur examine l'ampleur, la nature et les implications de ce phénomène dans différents contextes, et identifie les réponses possibles des gouvernements, plaidant pour une approche proactive afin de concevoir des politiques adaptées.

Prix : 20€

Tertiary education in small states. Planning in the context of globalization

Michaela Martin ; Mark Bray (dir. publ.)
2011, 287 p. ISBN 978-92-803-1358-1



L'ouvrage dresse un bilan des dernières évolutions et réformes de l'enseignement supérieur dans les petits États, dont l'augmentation rapide des inscriptions, la diversification du tissu institutionnel, le recours aux modèles en réseau et fondés sur la technologie et l'émergence de prestataires de services transfrontaliers. Il propose une sélection d'expériences régionales et nationales dans différents contextes de développement et s'achève par une discussion sur des thématiques politiques clés pour transformer les points faibles en atouts.

Prix : 12€

Cahier de recherche de l'IIPE

Trends in diversification of post-secondary education

N. V. Varghese ; Vitus Püttmann
2011, 33 p., publication électronique



La demande croissante d'enseignement supérieur a entraîné sa diversification et le développement rapide du secteur non universitaire. L'enseignement postsecondaire (EPS) recouvre un vaste réseau d'établissements, de prestataires et de programmes d'études. À partir d'une étude dans plusieurs pays, les auteurs plaident pour la diversification de cet enseignement et pour la prise en compte des besoins immédiats de compétences.

Série : Les politiques éducatives

Gender and social exclusion

Marlaine Lockheed
2010, 28 p. ISBN 978-92-803-1343-7



Cet ouvrage aborde les répercussions conjuguées de la discrimination sexuelle et de l'exclusion sociale sur la participation et les résultats des élèves dans l'enseignement fondamental. Il aborde un certain nombre de questions pour aider les pays à adopter des politiques et des pratiques d'éducation ciblées sur les filles issues de groupes exclus.